

[Text]

• 1120

S'il vous plaît, monsieur Massé.

M. Massé: Monsieur le président, monsieur le ministre, il y a quelques années, un sous-comité parlementaire sur les forces de réserve avait beaucoup insisté sur la capacité du ministère de la Défense nationale de procéder à une mobilisation rapide en cas de nécessité. Après quelques années d'études et de préparation à votre ministère, on a voulu mettre à l'essai un exercice administratif sur la mobilisation.

Monsieur le ministre, êtes-vous en mesure aujourd'hui de nous parler des résultats de cet exercice qui s'appelait, et qui s'appelle toujours *Bold Step*, et de nous parler aussi des leçons que vous avez pu tirer, provisoirement du moins, de cet exercice-là et de ce que vous avez l'intention de faire pour améliorer les déficiences que vous avez pu constater?

M. Blais: Monsieur Massé, vous êtes, comme toujours, très à la page. Je ne suis pas en mesure de vous fournir des rapports sur l'exercice *Bold Step*. Ce sera pour la prochaine réunion. Les exercices viennent tout juste de se terminer; nous n'avons donc pas encore terminé l'analyse de l'exercice et, évidemment, nous n'avons pas identifié les failles, s'il y en a.

M. Massé: Avant de vous poser une deuxième question, monsieur le ministre, je voudrais vous dire que je suis agréablement surpris de voir que cet exercice-là a eu lieu. Lors des séances du sous-comité parlementaire, il y avait beaucoup de scepticisme de la part des députés, tant d'un côté que de l'autre peut-être. On se demandait si le ministère étudiait sérieusement les possibilités de mobilisation. Je suis donc content de voir qu'il y a eu beaucoup de travail de fait, que vous êtes actuellement en train de compiler les résultats et que vous prenez cela très au sérieux. C'est encourageant pour les députés de voir que le ministère se préoccupe de leurs questions.

M. Blais: J'espère que, à l'avenir, nous aurons l'occasion de faire des exercices comme celui-là plus régulièrement.

M. Massé: Une deuxième question, monsieur le ministre, concernant le programme des frégates. C'est votre ministère qui est responsable, dans un certain sens, du contenu des frégates, et il peut exiger que certaines composantes répondent à des normes précises. Pour cette raison, je me demande si le ministère s'est assuré que certaines de ces composantes, peut-être plus essentielles, soient fabriquées au Canada, compte tenu de la capacité des industries canadiennes de fabriquer des pièces acceptables pour nos frégates. Aussi, il serait peut-être plus sage, du point de vue militaire, d'être un peu plus autonome dans le choix de nos fournisseurs. Je pense particulièrement à deux aspects des frégates. Il y a d'abord les radars à moyenne portée, dont le contrat a été donné à une firme suédoise. Je vous ferai remarquer en passant que la Suède n'est pas membre de l'OTAN; cela a quand même une certaine importance. Il y a ensuite les hélices qui, semble-t-il, seront fabriquées à l'extérieur du Canada, alors que nous avons le potentiel ici même et que, éventuellement, nous devrions entretenir ces frégates-là; nous serons alors liés par les contrats à l'étranger.

[Translation]

Mr. Massé, please.

Mr. Massé: Mr. Chairman, Minister, some years ago a parliamentary sub-committee on the reserve forces emphasized the importance for the Department of National Defence of being able to bring about a rapid mobilization should it be required. After a number of years of study and preparation in your department, an administrative exercise on mobilization was given a trial run.

Are you in a position, Minister, to inform us of the results of this exercise known as "Bold Step" and also to tell us something about the conclusions which you have been able to draw, for the time being at least, and what you intend to do in order to remedy the inadequacies noted?

Mr. Blais: Mr. Massé, you are, as usual, very up to date. I am not in a position to provide you with reports on the Bold Step exercise. It will be for the next meeting. These exercises have just ended and we have not yet been able to complete our analysis and identify whatever, if any, flaws there may have been.

Mr. Massé: Before asking my second question, Minister, I would like to say that I am agreeably surprised to see that this exercise took place. During the meetings of the parliamentary sub-committee, there was a great deal of skepticism expressed by members on both sides. We wondered whether the department was giving serious consideration to the possibility of mobilization. I am therefore glad to see that a great deal of work was done and that you are now in the process of compiling the results and that you are taking this seriously. It is encouraging for members to see that the department gives importance to their concerns.

Mr. Blais: I hope that in the future we will have the opportunity to undertake exercises such as that one more regularly.

Mr. Massé: My second question relates to the frigate program. Your department is responsible, to some extent, for the content of the frigates and it may require certain components to meet specific standards. For this reason, I would like to know whether the department has taken steps to ensure that certain components, among the more essential ones, are manufactured in Canada in view of Canadian industries' capacity to manufacture acceptable parts for our frigates. Furthermore, from a military point of view, it might be wiser for us to be a bit more self-dependent in the choice of our suppliers. I am thinking of two particular items used in the frigates. First of all, the medium range radar equipment for which a contract was awarded to a Swedish firm. By the way, I would like to mention that Sweden is not a member of NATO and this does have a certain bearing on the matter. There are also the propellers which, it appears, will be manufactured outside of Canada although we have the potential here and we shall have to keep up these frigates and for this we will be bound by foreign contracts.